

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
Division de Bar-le-Duc  
14 rue Antoine Durenne  
Parc Bradfer - CS 70542  
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 30/04/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VIVESCIA**

2 rue Clément Ader  
BP 1017  
51100 Reims

Références : LD/209-2025  
Code AIOT : 0006200873

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement VIVESCIA implanté Chemin rural dit de "Rouasive" 55800 Revigny-sur-Ornain. L'inspection a été annoncée le 05/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VIVESCIA
- Chemin rural dit de "Rouasive" 55800 Revigny-sur-Ornain
- Code AIOT : 0006200873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Coopérative Vivescia exploite sur le territoire de la commune de Revigny-sur-Ornain des silos de stockage soumis à autorisation au titre de la réglementation des installations classées.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Travaux et points chauds
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
6	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
7	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
8	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier la mise en œuvre des mesures de prévention liées aux travaux par point chaud sur le site.

Lors de la visite, l'attention de l'exploitant a toutefois été attirée par l'intervention d'une entreprise extérieure. Ce dernier a réagi en demandant une régularisation écrite et en rappelant formellement à l'entreprise extérieure les exigences de la procédure.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Identification des zones à risque**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Locaux à risque
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

<p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté la procédure PRO-03-0054 (v3, 01/07/2015) intégrant les risques incendie/explosion, y compris les modalités d'intervention des entreprises extérieures. Un plan d'intervention à jour (mars 2025) identifie les zones à risques et les accès pour les secours, et est intégré à la mallette d'intervention.</p> <p>Deux zones à risques ont été vérifiées (silo à fond plat et séchoir) : elles sont correctement matérialisées, la signalisation est présente à l'entrée (atmosphères explosibles et consignes).</p> <p>Une opération de maintenance en cours sur le séchoir a permis de constater la mise en œuvre effective des mesures de sécurité : permis d'intervention, arrêt machine vérifié, contrôle post-travaux. Les silos sont systématiquement arrêtés durant les interventions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Consignes d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...] - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le document « Plan de prévention », rempli pour toute intervention (VIVESCIA ou entreprise extérieure). Ce document comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'identification du lieu d'intervention, de l'entreprise intervenante, des intervenants et du</li> </ul>

- responsable de zone ;
- Le motif de l'intervention ;
- La planification d'une visite préalable de la zone ;
- La vérification de la convention de sécurité avec l'entreprise extérieure ;
- L'évaluation des risques et dangers liés à l'intervention ;
- Les mesures de prévention à appliquer par VIVESCIA et l'intervenant ;
- Une section dédiée au permis d'intervention ;
- Un contrôle de fin de chantier.

Le document est daté et signé par le responsable de site et l'intervenant. Les consignes générales de sécurité figurent au verso.

Chaque personne accédant au site doit obligatoirement se présenter au bureau d'accueil afin de s'enregistrer. À cette occasion, elle peut consulter les consignes de sécurité affichées sur la porte des bureaux.

Des panneaux « zone à risque d'explosion / interdiction de fumer » sont visibles sur l'ensemble du site, notamment à l'entrée des installations situées dans les zones à risques.

Les consignes d'exploitation et de sécurité sont établies, à jour, affichées sur le site et incluent l'obligation de permis d'intervention pour les zones concernées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Interdiction de feu

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

##### **Constats :**

L'interdiction de fumer et d'apporter du feu est clairement matérialisée par des panneaux d'affichage visibles sur l'ensemble du site, notamment à l'entrée des zones à risque, telles que le silo à fond plat et le séchoir.

Ces consignes sont également intégrées dans le formulaire de plan de prévention, remis à toute entreprise intervenante ou équipe de maintenance VIVESCIA, qui encadre les interventions en zone à risque via la délivrance d'un permis d'intervention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Travaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Permis de feu

##### **Prescription contrôlée :**

<p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>[...]</li> </ul> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
--

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu consulter un registre des permis de feu, dans lequel sont archivés les permis délivrés pour les interventions par points chauds sur le site. Chaque permis de feu est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Daté et signé par le responsable du site et le représentant de l'entreprise intervenante ;</li> <li>• Lié au plan de prévention correspondant à l'intervention concernée, dont il reprend les éléments essentiels (identité des intervenants, nature des travaux, risques identifiés, mesures de prévention...) ;</li> <li>• Accompagné de consignes spécifiques relatives aux travaux par points chauds ;</li> <li>• Doté d'une validité limitée dans le temps, généralement restreinte à la durée des travaux concernés.</li> </ul> <p>Le permis de feu comporte également une section « Rondes de chantier et fin de chantier » permettant de s'assurer qu'aucun risque résiduel d'inflammation ne subsiste à l'issue de la journée, en cas d'arrêt temporaire ou à la fin du chantier.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Travaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu (si pas de plan de prévention)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>[...]</li> </ul> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>

**Constats :**

L'exploitant dispose d'une procédure formalisée référencée PRO-15-001 intitulée « *Utilisation des documents : Convention de sécurité / plan de prévention / permis de feu* », accessible via un logiciel interne. Cette procédure définit les modalités de gestion des interventions comportant un risque d'inflammation, notamment les travaux par points chauds.

Le plan de prévention est établi pour chaque intervention concernée. Il inclut :

- L'analyse des phases d'activités dangereuses ;
- Les mesures de prévention spécifiques ;
- L'adaptation et l'entretien des matériels utilisés pour l'intervention ;
- Les responsabilités des différents intervenants.

En complément, un registre des permis de feu est tenu à jour. Les trois derniers permis délivrés ont été consultés par l'inspection :

- 06/01/2025 - Société extérieure : découpe et soudure sur le bas de porte de la case K7 ;
- 14/03/2025 - VIVESCIA maintenance : montage de trappe sur tuyauterie ;
- 22/04/2025 - Société extérieure : création d'une trappe sur l'équipement E4.

Ces permis sont correctement complétés, signés par les parties concernées, et intègrent les consignes spécifiques liées aux travaux par points chauds. Chaque document prévoit également une section dédiée aux rondes de chantier et vérifications de fin d'intervention, visant à prévenir tout risque de reprise de feu.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Travaux et sous traitance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Sous traitance

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...]

- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

**Constats :**

Une procédure interne (réf. PRO-15-001) impose que toute entreprise extérieure signataire d'une convention de sécurité (valable un an) notifie par écrit au donneur d'ordre tout recours à un sous-traitant avant le début des travaux. Cette convention précise que l'entreprise principale reste responsable de l'application du plan de prévention à ses sous-traitants.

Lors de la visite, un écart a été relevé : pour une intervention de maintenance sur voie ferrée, la sous-traitance a été seulement notifiée oralement. À la demande de l'inspection, l'exploitant a immédiatement régularisé la situation en demandant une notification écrite à l'entreprise concernée et en lui rappelant ses obligations par courrier. Les documents justificatifs ont été

transmis dès le lendemain.

Les plans de prévention associés aux travaux (notamment sur le séchoir) mentionnent les dangers identifiés, les mesures de sécurité spécifiques (ex. : gestion de la circulation), ainsi que les contrôles à effectuer pendant et après l'intervention (rondes de chantier).

En conclusion, l'organisation de l'exploitant permet d'encadrer les conditions de recours à la sous-traitance tout en maintenant un niveau de sécurité adapté lors des travaux par points chauds. L'inspection rappelle toutefois que la notification écrite préalable est impérative.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Formation du personnel

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Formation

**Prescription contrôlée :**

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

**Constats :**

Le personnel de Vivescia dispose d'un « Passeport d'habilitation » validé, qui répertorie les formations suivies en lien avec les risques propres au site, les consignes de sécurité, la conduite à tenir en cas de sinistre et, le cas échéant, l'utilisation des moyens de première intervention.

Pour les entreprises extérieures, une convention de sécurité est signée chaque année. Elle prévoit notamment que l'entreprise doit informer Vivescia par écrit en cas de recours à un sous-traitant, et s'assurer que celui-ci est sensibilisé aux consignes de sécurité. Un registre « Sharepoint » est tenu à jour pour suivre les entreprises conventionnées, et a été consulté lors de la visite : toutes les entreprises intervenantes étaient en conformité.

Avant toute intervention, les personnels des entreprises extérieures reçoivent une information sécurité lors de leur accueil sur site, portant sur les risques, les règles à respecter et les conduites à tenir en cas d'urgence.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Surveillance fin de travaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Fin de travaux

**Prescription contrôlée :**



Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

**Constats :**

Après chaque intervention, un contrôle est réalisé une heure après la fin des travaux en collaboration avec l'entreprise extérieure afin de s'assurer de l'absence de risque d'incendie. Un deuxième contrôle est effectué deux heures après la fin des travaux, exclusivement par le responsable du site. Ces vérifications sont consignées dans le document "Permis de feu" dans la section "Rondes de chantier et fin de chantier", permettant ainsi de valider l'absence de combustion lente avant la reprise de l'activité.

L'inspection a pu vérifier que la procédure est correctement réalisée, et la consultation du registre a permis de vérifier par échantillonnage que les documents étaient correctement remplis.

**Type de suites proposées :** Sans suite